Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 75 (1987)

Heft: [12]

Artikel: Devenir des consommatrices solidaires

Autor: Moreau, Thérèse

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-278479

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

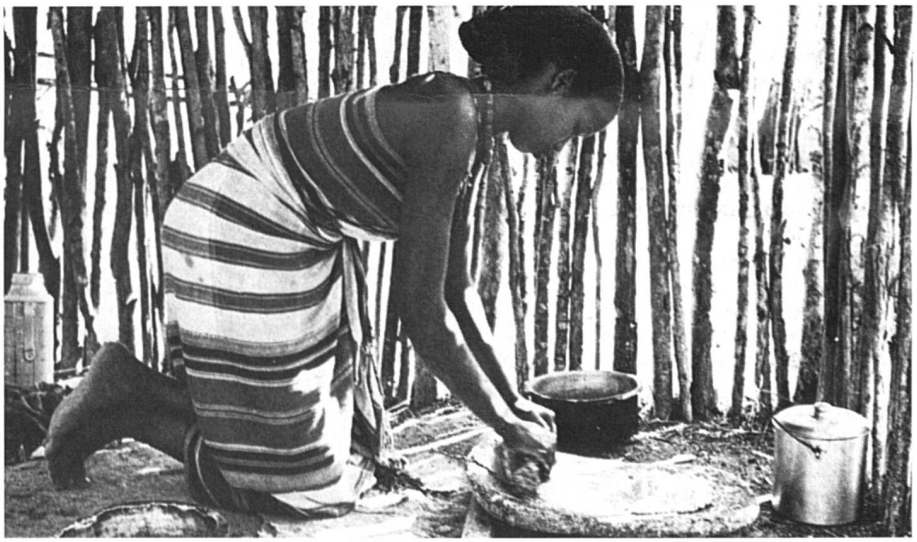
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Devenir des consommatrices solidaires

Suite à la conférence de Nairobi, les associations féminines ont décidé de se revoir tous les ans pour faire le point sur les progès concrets accomplis en faveur d'une réelle solidarité avec le Tiers Monde.
C'est ce qu'on fait les associations suisses féminines et d'entraide au tiers monde ce 10 novembre à Berne lors du colloque « La consommation sur le dos des pauvres ». En effet, ce que nous achetons — nourriture, vêtements, produits « exotiques », etc. — influe sur la vie des femmes et des hommes dans les pays en voie de développement.

Manger des bananes bon marché, par exemple, signifie que les cultures vivrières disparaissent au profit de la monoculture et des transnationales dans les pays où on les récolte. C'est le cas pour la plupart des pays d'Amérique centrale et du Sud où les « républiques de bananes » sont les fiefs des gros trusts agro-alimentaires. C'est pourquoi Mme Ursula Brunner a encouragé les participant-e-s à fréquenter les Magasins du Monde et à acheter les bananes du Nicaragua. Ce fruit est souvent pour celles et ceux qui le cultivent (mais n'ont pas le droit de le manger) l'unique moyen d'existence. Au Nicaragua, la banane est devenue « symbole d'indépendance et de liberté » alors que partout ailleurs elle signe « la dépendance et la main-mise des transnationales ».

Mme Monique Bauer-Lagier a ensuite parlé des conséquences du boycottage des ananas Del Monte. Elle a fait partie de la délégation qui s'est rendue aux Philippines vérifier si les conditions de travail s'étaient améliorées. Pour cela, elle a rencontré des responsables de Del Monte, des ministres, des personnalités du monde social et intellectuel mais des employé-e-s de la firme, des paysan-ne-s ayant accepté ou refusé de louer leurs terres pour agrandir la plantation, des chômeurs/euses. Elle estime que, face à une situation sociale très alarmante, seule une réforme agraire profonde pourrait sortir le pays de la crise et qu'il ne faut pas être dupes d'une propagande qui a vite fait de qualifier de « révolutionnaires communistes » celles et ceux qui luttent pour survivre. Par ailleurs, si l'entreprise Del Monte fait beaucoup pour son personnel qui est payé 40 % de plus que le SMIG, nombre des promesses faites à la suite du boycott restent encore des vœux pieux. C'est ainsi que les contrats de fermage des terres ne sont toujours qu'en anglais, langue inconnue des petit-e-s paysan-ne-s, que le loyer du fermage (6 ans) n'est pas indexé, que la première location équivaut de fait à une location vente, que le rôle des syndicats n'est pas encouragé.



Après ces deux exposés, les participant-e-s se sont scindé-e-s en quatre groupes de travail : 1) sari, blue—jeans et boubous ; 2) consommation de viande : 3) médicaments et produits chimiques ; 4) de l'exotisme dans nos coupes de fruits. Tou-te-s sont retrouvé-e-s pour approuver, en accord avec « pour un marché équitable avec le Tiers Monde », la résolution suivante :

Dans le cadre du projet de loi sur la protection des consommateurs, le parlement est chargé d'indiquer aussi la provenance des produits, de même que les conditions écologiques et sociales de production. Ce n'est qu'en étant bien informé que le consommateur pourra favoriser tel ou tel produit selon sa conscience et volonté de solidarité envers son prochain. Les organisations féminines sont chargées de reprendre ces informations dans leurs programmes afin de sensibiliser leurs membres.

Le commerce de gros et de détail est chargé de renseigner le plus rapidement possible les acheteurs sur la provenance et les conditions de production des machandises proposées. Enfin les consommatrices et les consommateurs sont appelés à réclamer dans les magasins une meilleure information sur les marchandises. Ils pourront ainsi participer à une action de solidarité en faveur des commerçants ainsi que des producteurs dans les pays du Tiers Monde, respectueux de l'environnement.

Thérèse Moreau